

Département du RHÔNE

**Communauté de Communes du Pays de l'Arbresle**

**PROJET DE REVISION  
DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT  
DE LA COMMUNE DE CHEVINAY**

**RAPPORT D'ENQUÊTE PUBLIQUE**

Enquête publique du 31 octobre au 2 décembre 2023

Commissaire enquêteur : Jean-Michel AURET

Décision T.A. n° E23000109 / 69 en date du 13 septembre 2023

# SOMMAIRE

1.	Cadre de l'enquête.....	4
1.1.	Préambule.....	4
1.2.	Objet de l'enquête .....	4
1.3.	Communauté de communes pays de l'Arbresle .....	5
1.4.	Chevinay.....	6
1.5.	Plan local d'urbanisme de Chevinay .....	6
1.6.	Le zonage d'assainissement .....	7
1.6.1.	Cadre réglementaire du zonage d'assainissement .....	7
1.6.2.	Cadre réglementaire de l'enquête publique.....	8
1.6.3.	Définitions .....	8
2.	Nature et caractéristiques du projet.....	10
2.1.	Le territoire – ses caractéristiques.....	10
2.1.1.	Milieu physique.....	10
2.1.2.	Les masses d'eau et hydrographie.....	11
2.1.3.	Qualité des cours d'eau et documents cadre de la gestion de l'eau .....	11
2.1.4.	Urbanisation et intercommunalités de projets .....	12
2.2.	Caractéristiques et état de l'assainissement .....	12
2.2.1.	Etat des lieux de l'assainissement collectif.....	12
2.2.2.	Etat des lieux de l'assainissement non collectif.....	16
2.2.3.	Etat des lieux de la gestion des eaux pluviales.....	16
2.3.	Modifications incluses dans la révision du PLU .....	17
2.3.1.	Evolutions incluses dans le projet de révision du PLU .....	17
2.3.2.	Evolutions incluses lors de l'approbation du PLU.....	18
2.4.	Le projet de révision du zonage d'assainissement .....	18
2.4.1.	Objectifs du projet de révision du zonage .....	18
2.4.2.	Modifications du zonage d'assainissement collectif.....	19
2.5.	Le dossier .....	26
3.	Organisation et déroulement de l'enquête.....	27
3.1.	Désignation du commissaire enquêteur.....	27
3.2.	Modalités de l'enquête .....	27
3.2.1.	Arrêté de la CCPA.....	27
3.2.2.	Dates de l'enquête publique .....	27
3.2.3.	Disponibilité du dossier d'enquête .....	27
3.2.4.	Possibilités d'expression du public .....	28
3.3.	Préparation de l'enquête .....	28
3.3.1.	Contacts préalables.....	28
3.3.2.	Préparation et organisation, rôle du C.E. ....	29
3.3.3.	Visite des lieux .....	29
3.4.	Concertation préalable.....	29
3.4.1.	Information et concertation .....	29
3.4.2.	Saisine de l'autorité environnementale .....	29
3.4.3.	Consultation des personnes publiques associées.....	30
3.5.	Information du public.....	30
3.5.1.	Presse.....	31
3.5.2.	Affichage .....	31
3.5.3.	Sites internet.....	31
3.6.	Incidents relevés au cours de l'enquête .....	31

3.7.	Clôture de l'enquête .....	31
3.8.	Procès-verbal des observations et mémoire en réponse .....	32
3.8.1.	Procès-verbal des observations .....	32
3.8.2.	Mémoire en réponse .....	32
4.	Analyse des contributions .....	33
4.1.	Observations.....	33
4.1.1.	Participation et mode d'expression .....	33
4.1.2.	Contributions de la CCPA.....	33
4.1.3.	Interrogations du commissaire enquêteur .....	35
4.2.	Position personnelle du commissaire enquêteur .....	36
5.	Glossaire.....	37
6.	Annexes .....	38
7.	Pièces jointes .....	39

# RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

## 1. Cadre de l'enquête

### 1.1. *Préambule*

L'enquête publique représente un véritable instrument d'information et de participation du citoyen. Elle est un des lieux et outils de la régulation de la démocratie, où tous et chacun peuvent et/ou doivent s'exprimer.

La définition en est donnée par la Loi Grenelle 2 n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement. L'enquête publique a pour objet d'assurer, d'une part, l'information et la participation de la population, de recueillir son opinion et ses suggestions ; d'autre part, la prise en compte des intérêts des tiers, préalablement à l'approbation des documents d'urbanisme ou avant la réalisation des diverses opérations d'aménagement du territoire, des plus petites aux plus importantes.

L'ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 et son décret d'application n° 2017-626 du 25 avril 2017 relatifs à l'information et à la participation du public à l'élaboration de décisions susceptibles d'avoir des incidences sur l'environnement, actualisent et élargissent les moyens d'information et de participation du public :

- Maintien et rationalisation des modes traditionnels :
  - Information par voie de presse et d'affichage,
  - Participation par envoi d'observations par courrier postal ou électronique, ou dépôt sur des registres papier,
  - Contacts avec un commissaire enquêteur lors de permanences,
- Généralisation de la dématérialisation de l'enquête publique, s'affranchissant ainsi des contraintes temporelles et spatiales ; accessibilité 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, quel que soit l'éloignement géographique du public.

Le projet n'est jamais celui du commissaire enquêteur. Il émane soit de l'Etat, soit du Département, soit d'une Communauté de Communes ou d'une Commune, soit d'une société publique ou d'une entreprise privée.

Le commissaire enquêteur est au cœur de la procédure. Médiateur de la concertation, personnalité indépendante, il transmet, à l'issue de l'enquête, à l'autorité organisatrice de la procédure, ainsi qu'au maître d'ouvrage, un document relatant les événements de l'enquête (rapport d'enquête) et donne son avis sur le projet (conclusions motivées).

### 1.2. *Objet de l'enquête*

La présente enquête porte sur le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Chevinay qui est la conséquence de la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de cette commune.

Le Plan Local d'Urbanisme donne les orientations de l'aménagement global du territoire de la commune. Il traduit un projet global d'aménagement et d'urbanisme ; il fixe en conséquence les règles d'aménagement et d'utilisation des sols.

En effet ;

- Par délibération du 2 février 2021, le Conseil municipal de Chevinay a décidé de procéder à une révision générale de son PLU compte tenu de son ancienneté et de l'évolution des objectifs recherchés par la collectivité. Ce projet de révision a été

soumis à enquête publique du 8 juin au 10 juillet 2023 (Décision T.A. n° 23000032 / 69). Le commissaire enquêteur a remis son rapport aux autorités concernées et a émis un avis favorable suite à ses conclusions motivées,

- Lors de la séance du 14 novembre 2023, le conseil municipal de la commune de Chevinay a, après délibération, approuvé le projet de révision du PLU (pièce jointe n°3). Il faut noter que cette approbation a eu lieu durant le déroulement de l'enquête publique relative à la modification du zonage d'assainissement des eaux usées,
- La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 dispose que chaque commune ou groupement de communes doit délimiter après enquête publique, les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non collectif. Cette obligation de zonage d'assainissement répond au souci de préservation d'environnement, de qualité des ouvrages d'épuration et de collecte, de respect de l'existant et de cohérence avec les documents d'urbanisme. Le zonage permet également de s'assurer de la mise en place des outils d'épuration les mieux adaptés à la configuration locale et au milieu considéré.

La commune de Chevinay a transféré le 1er janvier 2019 à la Communauté de Communes du Pays de l'Arbresle (CCPA) la gestion des eaux pluviales ainsi que la compétence de l'assainissement collectif. Le maître d'ouvrage de la révision du zonage d'assainissement (CCPA) n'étant pas le même que celui de la révision du PLU (commune de Chevinay), une enquête publique distincte pour chaque sujet est nécessaire.

Un dossier d'enquête publique dédié au zonage pluvial sera rédigé par le bureau mandataire de l'étude d'ici fin 2024. Cette étude, engagée fin 2021 par la CCPA, vise notamment à identifier les problématiques et dysfonctionnements en lien avec les eaux pluviales sur le territoire (débordements, inondations...) mais également à se conformer aux Plans de Prévention des Risques d'Inondations (PPRI) du contrat de rivière Brévenne Turdine présent sur la commune.

### 1.3. Communauté de communes pays de l'Arbresle

C'est l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) regroupant des communes au sein d'un espace de solidarité, en vue de l'élaboration d'un projet commun de développement et d'aménagement de l'espace.



La CCPA exerce en lieu et place des communes membres des compétences :

- Obligatoires, en particulier : collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés, GEstion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) sur le bassin versant Brévenne Turdine,
- Optionnelles, en particulier : assainissement collectif et non collectif,
- Facultatives, en particulier : gestion des eaux pluviales.

#### 1.4. Chevinay

Chevinay est une commune rurale des Monts du Lyonnais de 8,82 km<sup>2</sup> pour 582 habitants (INSEE 2019) soit une densité de 66 hab/km<sup>2</sup>. La période récente se caractérise par un regain de croissance de la population, de structure majoritairement familiale, mais vieillissante.

La commune s'étage de 245 m (vallée de la Brévenne) à 760 m d'altitude (château de Saint-Bonnet-le-Froid). Le bourg est à 469 m d'altitude.

Située à 16 km à l'Ouest de Lyon, elle dépend de la Communauté de Communes du Pays de l'Arbresle.



#### 1.5. Plan local d'urbanisme de Chevinay

Le Plan Local d'Urbanisme de Chevinay, en vigueur à la date d'ouverture de cette enquête publique, a été adopté par délibération du Conseil municipal du 15 novembre 2011. Depuis il a été amendé pour une modification simple approuvée le 10 juin 2014, puis pour une mise en compatibilité approuvée le 12 février 2019.

Dans le cadre de la révision générale, la commune de Chevinay a souhaité engager une réflexion concernant :

- La prise en compte des évolutions du contexte législatif national et local,
- Revoir la répartition entre les zones urbaines (« U »), zones à urbaniser (« AU »), zones agricoles (« A ») et zones naturelles (« N »),
- Mettre à jour la politique communale en matière d'équipements publics et la transcription de ces implications dans le document d'urbanisme, notamment par la mise en place d'emplacement réservés,
- Renforcer et accompagner l'urbanisation en centre bourg,
- Permettre le changement de destination de bâtiments agricoles inexploités,
- Prendre en compte le patrimoine végétal (haies, ripisylves et arbres),
- Mettre à jour les études techniques.

## **1.6. Le zonage d'assainissement**

Le zonage d'assainissement répond, en premier lieu, au souci de protection de l'environnement.

Il permet également de s'assurer de la mise en place de modes d'assainissement adaptés à la sensibilité du milieu naturel et aux différents contextes locaux, tout en rendant le meilleur service possible à l'usager.

### **1.6.1. Cadre réglementaire du zonage d'assainissement**

La réalisation du zonage d'assainissement est imposée par le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) :

#### **Article L.2224-10 (modifié par Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 – art 240)**

Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre du code de l'environnement :

1. Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées,
2. Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif,
3. les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement,
4. les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

#### **Article R.2224-7**

Peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un système de collecte des eaux usées ne se justifie

pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement et la salubrité publique, soit parce que son coût serait excessif

#### **Article R.2224-8**

L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées à l'article L.2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans des formes prévues par les articles R.123-1 à R.123-27 du code de l'environnement.

#### **Article R.2224-9**

Le dossier soumis à l'enquête publique comprend un projet de délimitation des zones d'assainissement de la commune, faisant apparaître les agglomérations d'assainissement comprises dans le périmètre du zonage, ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé.

**Nota :** le zonage d'un secteur ne lui confère aucunement un caractère de « zone constructible », cette affectation relevant uniquement des décisions prises dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme (PLU) en vigueur.

### **1.6.2. Cadre règlementaire de l'enquête publique**

L'enquête publique est régie par les articles R.123-1 à R.123-27 du chapitre III du titre II du livre I<sup>er</sup> du code de l'environnement. Ces articles légifèrent sur le déroulement et le contenu de l'enquête.

Ces dispositions législatives et la procédure de désignation par une autorité juridictionnelle garantissent l'indépendance totale du commissaire enquêteur, à l'égard aussi bien de l'autorité organisatrice que du maître d'ouvrage, de l'administration ou du public, ainsi que sa parfaite neutralité.

La mission du commissaire enquêteur a un triple objectif :

- Apprécier l'acceptabilité sociale du projet soumis à l'enquête,
- Considérer son impact sur la mise en valeur et la préservation de l'environnement,
- Apporter une aide à la décision. Il lui est recommandé de peser de manière objective le pour et le contre, puis de donner son avis motivé personnel, donc subjectif.

### **1.6.3. Définitions**

#### **Assainissement Collectif**

L'assainissement collectif a pour objet la collecte des eaux usées, leur transfert par un réseau public, leur épuration (c'est-à-dire leur traitement), l'évacuation des eaux traitées vers le milieu naturel (rue, rivière, sous-sol, ...) et la gestion des sous-produits (c'est-à-dire les déchets) de l'épuration et de l'entretien des réseaux.

#### **Assainissement Non Collectif**

L'assainissement non collectif, appelé également autonome ou individuel, désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte et le traitement des eaux usées domestiques, ainsi que le rejet des eaux traitées, pour les logements qui ne sont pas raccordés à un réseau d'assainissement public.

#### **Assainissement Pluvial**

L'assainissement pluvial permet de gérer les eaux de ruissellement par temps de pluie.



La collecte et l'évacuation des eaux pluviales peuvent être assurées de différentes manières : fossés, réseaux pluviaux ouverts ou enterrés, réseaux unitaires (qui dirigent les eaux usées et une partie des eaux pluviales vers la station d'épuration), techniques alternatives telles que l'infiltration à la parcelle, stockage sur des toits terrasses, chaussées réservoirs, ..., permettant de limiter les transferts rapides des eaux pluviales qui sont souvent préjudiciables au milieu naturel.

## 2. Nature et caractéristiques du projet

### 2.1. *Le territoire – ses caractéristiques*

La commune de Chevinay ne constitue pas un pôle touristique majeur, les affluences saisonnières de population liées aux activités touristiques sont limitées.

Son territoire est constitué de nombreuses collines traversées par des rivières. Elle est située dans le bassin versant Rhône Méditerranée et dans le sous bassin-versant de la Brévenne :

- La Brévenne marque la limite Nord-Ouest de la commune,
- La goutte du Soupat marque la limite avec la commune de Courzieu,
- Le ruisseau de la Tourette et celui de Plainet marquent la limite avec Saint-Pierre-la-Palud.

#### 2.1.1. Milieu physique

##### **Contexte climatique**

Le climat de Chevinay est semi-continental, avec une différence plus accentuée entre l'été et l'hiver. Les perturbations venues de l'Atlantique se heurtent à la barrière des Monts du Lyonnais (moyenne annuelle établie entre 1999 et 2020 est de 804 mm de précipitations/an).

##### **Occupation du sol et géologie**

L'occupation des sols est présentée sur la base des données Corine Land Cover 2018. La commune est à dominance rurale, et est composée majoritairement de prairies (44%) et de forêts (43%), mais on retrouve également des zones agricoles hétérogènes (8%) et des cultures (4%).

La commune fait partie de la vallée de la Brévenne, constituée d'un socle de gneiss, tufs, laves et amphibolites. Les sols sont généralement sablo-limoneux ou sablo-argileux.

##### **Espaces protégés : zones humides**

Il n'y en a pas d'importance internationale ou d'importance nationale.

##### **Espaces protégés : espaces naturels**

Il s'agit de :

- Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 1 :
  - goutte du Soupat : boisée et remarquable pour la bonne qualité de ses eaux,
  - vallons des environs de Vaugneray riche d'espèces d'oiseaux et de mammifères,
- Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 2 : contreforts orientaux des Monts du Lyonnais couvrant une bonne partie des boisements au sud de la commune
- Espace naturel sensible : la commune est concernée par celui des Monts du Lyonnais n°19 du département du Rhône « Crêts boisés de l'Ouest Lyonnais » (série de crêts et de cols ; vaste ensemble boisé ; juxtaposition de landes, ripisylves, prairies et boisements favorisant une faune et une flore diversifiées).

### 2.1.2. Les masses d'eau et hydrographie

Suite à la directive-cadre sur l'eau (2000/60/CE) du Parlement et du Conseil Européen, des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) ont classé les cours d'eau et nappes phréatiques dans différentes « masse d'eau » (unité hydrographique ou hydrogéologique cohérente présentant des caractéristiques assez homogènes).

#### **Masses d'eau souterraines**

En profondeur, la commune de Chevinay impacte les masses d'eaux souterraines suivantes :

- alluvions de l'Azergues et de la Brévenne,
- calcaires en rive droite de la Saône entre Thoissy et Lozanne,
- formations primaires cristallines des bassins versants Azergues-Brévenne-Arière.

#### **Masses d'eaux naturelles**

Dans le cadre du contrat de rivière, le SYndicat de RIvière Brévenne / Turdine (SYRIBT) a mis en place un observatoire de la qualité des cours d'eau sur les bassins versants de la Turdine (bassin versant de l'étude).

La comparaison des résultats SEQ-Eau entre les périodes 2005/2006 et 2015/2016 n'a pas permis de conclure quant à l'impact du rejet de la Station de Traitement des Eaux Usées (STEU) de Chevinay sur la qualité du cours d'eau récepteur.

Nota : le SEQ-eau est fondé sur la notion d'altération (groupes de paramètres de même nature ou de même effet permettant de décrire les types de dégradation de la qualité de l'eau).

Le réseau hydrographique est composé d'un cours d'eau principal, la rivière de la Brévenne et de trois affluents : le ruisseau des Verchères, la goutte du Soupât et le ruisseau de la Tourette (formé par les ruisseaux du Plainet et du Combet)

Actuellement, le rejet de la STEU de Chevinay se fait dans le ruisseau du Plainet.

### 2.1.3. Qualité des cours d'eau et documents cadre de la gestion de l'eau

#### **Réseau de surveillance Rhône Méditerranée**

La qualité physico-chimique de la Brévenne est suivie par deux stations de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée. L'état écologique de la Brévenne est médiocre depuis 2016, du fait du paramètre « diatomées ». Le bon état chimique est atteint depuis 2019.

#### **Contrat de bassin Brévenne Turdine**

Les communes de la CCPA sont adhérentes au Syndicat de Rivière Brévenne-Turdine (SYRIBT) qui a été créé le 1<sup>er</sup> janvier 2006. Elles sont donc concernées par le contrat de rivière Brévenne-Turdine qui a identifié les enjeux suivants pour la période 2020-2022 :

- Reconquérir une bonne qualité des eaux,
- Restaurer les milieux aquatiques et riverains,
- Mieux gérer les inondations,
- Instaurer une gestion quantitative raisonnée et concertée de la ressource en eau.

#### **SDAGE du Bassin Rhône Méditerranée**

Un Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est entré en vigueur le 4 avril 2022 pour les années 2022 à 2027. Il définit la politique à mener pour stopper la détérioration et retrouver un bon état de toutes les eaux (cours d'eau, plans d'eau, nappes souterraines et eaux littorales).

Son élaboration n'a pas conduit à la mise en place d'un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) sur la zone d'étude de la commune de Chevinay.

#### **Les zones sensibles et vulnérables « Directives ERU et Nitrates »**

Les zones désignées comme « sensible » dans le cadre de la directive 91/271/CEE, sont sensible à l'eutrophisation : enrichissement de l'eau en éléments nutritifs, notamment des composés de l'azote et/ou du phosphore.

La commune de Chevinay est désormais classée en zone vulnérable aux nitrates.

### **2.1.4. Urbanisation et intercommunalités de projets**

#### **Données démographiques**

Chevinay compte 582 habitants, et le nombre de ménages est de 230. La période récente se caractérise par un regain de croissance de la population, de structure majoritairement familiale (couple avec enfant). La croissance moyenne a été de 1,7% /an entre 1975 et 2017.

D'après les données du recensement de 2017, parmi les 266 logements de Chevinay, on comptait 21 résidences secondaires et 17 logements vacants. On en déduit un nombre moyen d'occupants par logement principal de la commune d'environ 2,45.

#### **Programme Local de l'Habitat (PLH)**

Elaboré par la Communauté de Communes, il définit pour une durée de 6 ans les actions visant à répondre aux besoins en logements et à favoriser la mixité sociale, tout en assurant entre les communes une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre en logements.

Le PLH actuel, a identifié pour la commune de Chevinay un nombre de constructions de 24 logements sur 6 ans, soit une densité moyenne de 20 à 25 logements/ha.

#### **Document d'urbanisme communal**

Avec une durée de vie théorique du document d'urbanisme de 12 ans (2023-2034), la commune aurait la possibilité d'accueillir 40 logements environ. En effet, pour la période 2006-2020 :

- le SCoT de l'Ouest Lyonnais fixait pour Chevinay une construction de 3,4 logements par an en moyenne,
- 40 logements ont été construits, soit 2,7 logements par an en moyenne. Ce qui est en dessous de l'objectif maximum fixé par le SCoT.

En l'absence de documents supra-communaux à jour, le dimensionnement du nouveau PLU a donc été établi en suivant un rythme de construction de 3,2 logements par an en moyenne, compatible avec celui autorisé dans le SCoT actuel (3,4).

Le potentiel d'environ 33 logements jusqu'à fin 2034 et permettant une croissance démographique de l'ordre de 0,65%/an, est compatible avec le SCoT actuel (0,68%/an).

### **2.2. Caractéristiques et état de l'assainissement**

#### **2.2.1. Etat des lieux de l'assainissement collectif**

##### **Organisation et présentation**

La commune de Chevinay a transféré la compétence « assainissement collectif » à la CCPA au 1<sup>er</sup> janvier 2005. La CCPA exploite les réseaux de Chevinay qui sont dirigés sur l'unité de traitement établie sur la commune, située au lieu dit Le Micollet.

Cette station de traitement construite en 1991 dispose d'une capacité de traitement de 400EH. Le nombre d'abonnés était de 141 en 2022, ce qui correspond à environ 300 habitants desservis.



Ligne marron = eaux usées

ligne bleue = réseau pluvial

Le plan des réseaux est mis régulièrement à jour par la CCPA et son exploitant Veolia Eau. La commune est dotée de deux principales antennes de réseaux d'assainissement se composant d'environ 5 300 ml de réseaux (4 546 ml de réseaux séparatifs eaux usées strictes, 748 ml de réseaux séparatifs eaux pluviales).

### **Consommation en eau potable et estimation des rejets domestiques**

Le tableau ci-dessous indique les volumes d'eau potable vendus lors des trois dernières années pour :

- L'ensemble des abonnés y compris les gros consommateurs,
- Uniquement les abonnés raccordés au réseau d'assainissement en excluant les gros consommateurs, en effet ces derniers au nombre de 6 ne sont pas raccordés au réseau d'assainissement collectif.

	2018	2019	2020
<b>TOUS ABONNES (avec gros consommateurs)</b>			
Nombre total d'abonnés	258	266	261
Volume d'eau consommé (m3)	26620	26895	25809
<b>ABONNES RACCORDES AU RESEAU D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF (hors gros consommateurs)</b>			
Nombre d'abonnés	111	118	125
Volume d'eau consommé (m3)	10037	10850	10318

On en déduit, à partir des éléments suivants, une charge totale hydraulique théorique (charge en Demande Chimique en Oxygène) de 22,8 m<sup>3</sup>/j censée être reçue journallement par la station d'épuration de Chevinay. Les hypothèses prises sont :

- Les gros consommateurs ne sont pas raccordés au réseau d'assainissement collectif,
- Application d'un coefficient de 0,80 sur le volume d'eau consommée par les abonnés domestiques (non gros consommateurs) pour estimer la quantité d'eau retournant au réseau d'assainissement,
- Taux d'occupation retenu de 2,4 habitants par logement,
- On retient un volume d'eau consommé par habitant de 95 L/j/hab.

	Débit d'eaux usées théorique moyen (m3/j)	Nombre d'équivalent habitant (EH)	Charge ne pollution théorique (kg DCO/j)
Total = part représenté par les consommateurs domestiques	22,8	240	28,8

### Capacité de la station à traiter les effluents actuels et futurs

La station de traitement des eaux usées de Chevinay a une capacité de 400 EH, ce qui est suffisant pour traiter la charge reçue à ce jour et celle attendue par le développement de l'urbanisation prévue dans le nouveau PLU. Néanmoins tout ceci doit être corrélé avec les analyses réglementaires réalisées sur cette usine.

Conformément au dossier loi sur l'eau et arrêté préfectoral (DLE n°69-1991-90037 AP n°1035-91 du 03/04/1991) des analyses de la charge brute de pollution organique des eaux résiduelles après traitement par la station sont réalisées. Les résultats, pour les années 2020, 2021 et 2022 excèdent les normes de rejet attendues, avec toutefois un résultat inattendu et non expliqué pour 2021.

En conclusion les services de la préfecture ont jugé le système d'assainissement de nouveau non conforme en performance en 2022. En outre, il n'est pas conforme depuis plusieurs années, et il n'est pas adapté au milieu récepteur.

Les données d'auto surveillance montrent que les équipements et performances de la station ont été non-conformes aux prescriptions locales.. La station n'est pas adaptée au milieu récepteur, le ruisseau du Plainet.

La CCPA a entrepris depuis deux années des travaux qui ont porté leurs fruits et, ont permis d'avoir une amélioration des résultats de l'auto surveillance 2022 par rapport à ceux de 2021. Cependant, l'impact sur le milieu reste le même.

Afin d'être conforme aux exigences nationales (dont l'arrêté ministériel du 21/07/2015), le système d'assainissement doit :

- Permettre le traitement des effluents collectés par l'agglomération d'assainissement (sans porter atteinte à la salubrité publique, à l'état des eaux et, le cas échéant, aux éventuels usages sensibles),
- Traiter conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 21/07/2015 les flux collectés pour un débit entrant inférieur au débit de référence de la station de traitement,
- Respecter les exigences de l'auto surveillance.

Aussi, même si la station d'épuration de Chevinay semble disposer d'une capacité résiduelle permettant d'absorber les charges supplémentaires liées au développement du PLU :

- elle ne dispose pas des équipements nécessaires pour atteindre les niveaux de traitement requis au titre de l'Arrêté du 27/10/2015,
- elle est non-conforme en équipement et, non-conforme en performances,
- ses capacités épuratoires ne permettent pas de traiter de nouveaux rejets d'eaux usées sans compromettre l'intégrité du milieu récepteur.

Cette station d'épuration, étant sous le coup d'un rapport de manquement administratif, doit faire l'objet de travaux afin de permettre un retour à la normale, à la conformité réglementaire.

### **Diagnostic périodique du système et programme de travaux**

Afin de pallier les dysfonctionnements constatés sur ce système, la CCPA a lancé un diagnostic périodique sur l'ensemble du système (station et réseaux), et entrepris des travaux d'amélioration de la station.

Le diagnostic réalisé par le bureau d'études IRH, entre 2020 et 2022, a mis en évidence la présence d'eaux claires parasites permanentes dans le système ainsi que des mauvais raccordements de surfaces actives sur le réseau d'eaux usées strictes de la commune.

Les conclusions du diagnostic périodique confié à IRH en 2020, montrent que les antennes composant les réseaux de collecte et de transport des eaux usées permettent d'accueillir les rejets des futures habitations projetées.

Suite à l'analyse approfondie des éléments du diagnostic quatre objectifs généraux de gestion de l'assainissement ont été définis, pour permettre de répondre au mieux aux différentes problématiques observées et, à l'amélioration du fonctionnement des systèmes d'assainissement collectif. Pour répondre à chacun des objectifs généraux suivants, un programme de travaux s'étalant de 2020 à 2024 a été défini :

- protection du milieu récepteur,
- élimination des eaux claires parasites de temps sec,
- amélioration du fonctionnement du réseau par temps de pluie,
- amélioration de l'état structurel du réseau.

Des travaux ont déjà été réalisés en 2021 et 2022. La CCPA espère un retour à la normale d'ici 2024-2025, à la suite de la mise en œuvre des premières actions liées à la protection du milieu récepteur.

### **2.2.2. Etat des lieux de l'assainissement non collectif**

La CCPA a voté la prise de la compétence assainissement non collectif en lieu et place de ses communes membres par délibération du 4 novembre 2004. Le Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) a été mis en place afin d'assurer le contrôle réglementaire des installations d'assainissement non collectif présentes sur le territoire.

Il est rappelé que le classement d'un secteur en zone d'assainissement collectif ne peut avoir pour effet d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement non collectif conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions est antérieure à la date de desserte de la parcelle par le réseau public de collecte des eaux usées.

#### **Caractéristiques des installations sur le territoire communal**

Au 1<sup>er</sup> janvier 2023, 119 installations d'assainissement non collectif étaient recensées sur la commune de Chevinay.

Une campagne de contrôle périodique de ces installations d'assainissement a été menée en 2019. Il en résulte un taux de conformité égal à 79,8%. Il prend en compte les installations : conformes, ayant fait l'objet d'une mise en conformité et celles non-conformes mais ne présentant pas de dangers pour la santé des personnes ou de risques avérés de pollution de l'environnement.

#### **Faisabilité de l'assainissement non collectif**

L'essentiel du potentiel de nouveaux logements prévus dans le cadre de la révision du plan local d'urbanisme est concentré dans le secteur raccordable au réseau d'assainissement collectif.

Le nombre d'habitations en assainissement non collectif supplémentaire est limité à quatre changements de destination en zone agricole.

L'étude concernant l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif, réalisé en 2007 avant l'évolution de la réglementation autorisant les filières agréées (c'est-à-dire n'utilisant pas le sol en place ou un sol reconstitué pour le traitement des eaux), concluait à classer l'ensemble des secteurs concernés par les changements de destination en zone d'aptitude moyenne à nulle des sols à l'épandage souterrain. En outre, les tests de perméabilité indiquent que l'évacuation des effluents est envisageable, à faible profondeur, dans le sol en place.

Il faut noter, que la CCPA a rendu obligatoire les études de définition de la filière d'assainissement non collectif à la parcelle ; ceci permettra la mise en œuvre d'un dispositif adapté chez le particulier dans chaque cas.

### **2.2.3. Etat des lieux de la gestion des eaux pluviales**

Les réseaux d'eaux pluviales de Chevinay comportent deux exutoires : le premier se situe au chemin du Lavoir, le second dans le ruisseau du Plainet.

La réglementation ne prévoit pas d'obligation de raccordement d'une construction (existante ou future) à un réseau public d'eaux pluviales, ni d'obligation de desserte des terrains constructibles par un réseau public. La création d'un réseau public de collecte des eaux pluviales n'est pas obligatoire.

La commune de Chevinay ne dispose pas de zonage pluvial.

La CCPA a lancé l'étude d'un schéma directeur de gestion des eaux pluviales sur l'ensemble de son territoire. Cette étude se conclura par la réalisation d'un zonage eaux pluviales, en l'absence de ce dernier les préconisations du Plan de Prévention des Risques Naturels d'inondations (PPRNI) Brévenne Turdine s'appliquent.



### 2.3. *Modifications incluses dans la révision du PLU*

Le territoire communal est divisé en zones, lesquelles peuvent comporter des subdivisions ou secteurs au caractère particulier. Le code de l'urbanisme prévoit 4 grandes catégories de zones :

- Les zones urbaines « U »
  - UA : zone à vocation d'équipements publics (pour les services techniques),
  - UB : zone d'extensions mixtes destinée à accueillir de l'habitat,
- Les zones à urbaniser « UA » : zone destinée à assurer à terme le développement résidentiel futur,
- Les zones agricoles « A » : zone correspondant aux secteurs de la commune à vocation agricole. Elle accueille certaines habitations existantes qui ont la possibilité d'évoluer de manière limitée,
- Les zones naturelles et forestières « N » : zone à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt esthétique, historique ou écologique ; soit de l'existence d'exploitation forestière ; soit de leur caractère d'espaces naturels.

#### 2.3.1. *Evolutions incluses dans le projet de révision du PLU*

Il s'agit de celles incluses dans le dossier du projet de révision soumis à l'enquête publique, qui s'est déroulée du 8 juin au 10 juillet 2023.

- Evolutions zones urbaines « U »
  - Passage en zone UA d'une partie de parcelle (535) pour permettre à la commune de réaliser un bâtiment adapté aux services techniques et la création d'un local associatif
- Evolutions zones à urbaniser « AU ». Les zones suivantes sont ouvertes à l'urbanisation sous réserve de la réalisation des travaux de mise en conformité de la station d'épuration
  - Secteur mixte du Clos Martinon (OAP1,) parcelles 327 et 15,
  - Secteur résidentiel de la Route de Saint-Pierre (OAP2), parcelles 208, 209 (partiellement) et 213,
  - Secteur résidentiel des Jardins du Vallon (OAP3), parcelles 578 (partiellement),
  - Secteur résidentiel du Micollet (OAP4), parcelles 450 et 177
- Evolutions zones agricoles « A ». La révision du PLU prévoit l'autorisation, pour deux STECAL et deux secteurs une évolution limitée (pour les habitations existantes ou des activités économiques existantes),
- Evolutions zones naturelles et forestières « N »
  - Château de Saint-Bonnet (OAP5 et Stecal). La révision du PLU prévoit l'autorisation, pour l'aménagement des constructions existantes pour en changer l'usage,
  - Trois Stecal (Nco, NI, Nt). La révision du PLU prévoit l'autorisation d'aménagement d'équipements publics à vocation sportive et de loisirs, ou à vocation touristique,
- Anciens bâtiments agricoles pouvant changer de destination. La révision du PLU prévoit l'autorisation du changement de destination d'anciens bâtiments agricoles qui

n'ont plus d'usage et faute d'utilisation risque de rester à l'abandon et de disparaître (lieu-dit Le Martinet, lieu-dit Le Burdel, lieu-dit Le Pailleron, lieu-dit Le Pitavaux).

Il est essentiel de mentionner que le rapport de présentation de la révision générale du PLU précise que l'ouverture des zones « AU » sera conditionnée à un retour à la conformité de la station de traitement des eaux usées de la commune.

La CCPA, consciente de cette problématique, a commencé des études et des travaux qui vont se poursuivre.

### 2.3.2. Evolutions incluses lors de l'approbation du PLU

#### **Rapport d'enquête publique concernant la révision du PLU**

Le commissaire enquêteur a mentionné la nécessité de procéder, sur le projet de révision, à quelques ajustements et corrections pour répondre aux nombreuses réserves, remarques et observations émises par les PPA ou aux observations et contributions du public. Celles relatives au zonage, pouvant impacter le zonage d'assainissement, sont :

- Transférer les parcelles 153 et 438 de la zone « U » à la zone « N »,
- Classer la parcelle AE0016 en zone à urbaniser,
- Englober dans la zone « U » une centaine de m<sup>2</sup> de la parcelle AD 338 dans le prolongement de la parcelle AD 426.

#### **Approbation du PLU par le conseil municipal (pièce jointe n°3)**

Dans la délibération n°1 du conseil municipal du 14 novembre 2023, il est mentionné :

*A l'issue de l'enquête publique, 12 observations ont été formulées ....L'analyse des observations du public a également conduit la commune à procéder à des ajustements et compléments. Mais certaines n'ont pas pu faire l'objet d'une suite favorable compte-tenu des contraintes règlementaires ou de leur opposition aux choix d'aménagement retenus par les élus dans le PADD.....*

*Considérant que, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sur le projet du PLU, sous réserve de la prise en compte des avis des PPA et consultés, et quelques recommandations que la commune a pris en compte, à l'exception de la demande de reclasser la parcelle AD 16 en zone U et de l'intégrer dans l'OAP n°1 et de la demande de supprimer l'OAP n°3.*

#### **Impacts sur le zonage d'assainissement suite à l'approbation du PLU**

En conséquence, l'évolution concernant les zones « U » et « AU » est :

- **Les parcelles 153 et 438 seront sorties de la zone « U »**
- **Une centaine de m2 de la parcelle AD 338 serait à inclure dans la zone « U »**

### 2.4. Le projet de révision du zonage d'assainissement

#### 2.4.1. Objectifs du projet de révision du zonage

##### **Objectifs du projet**

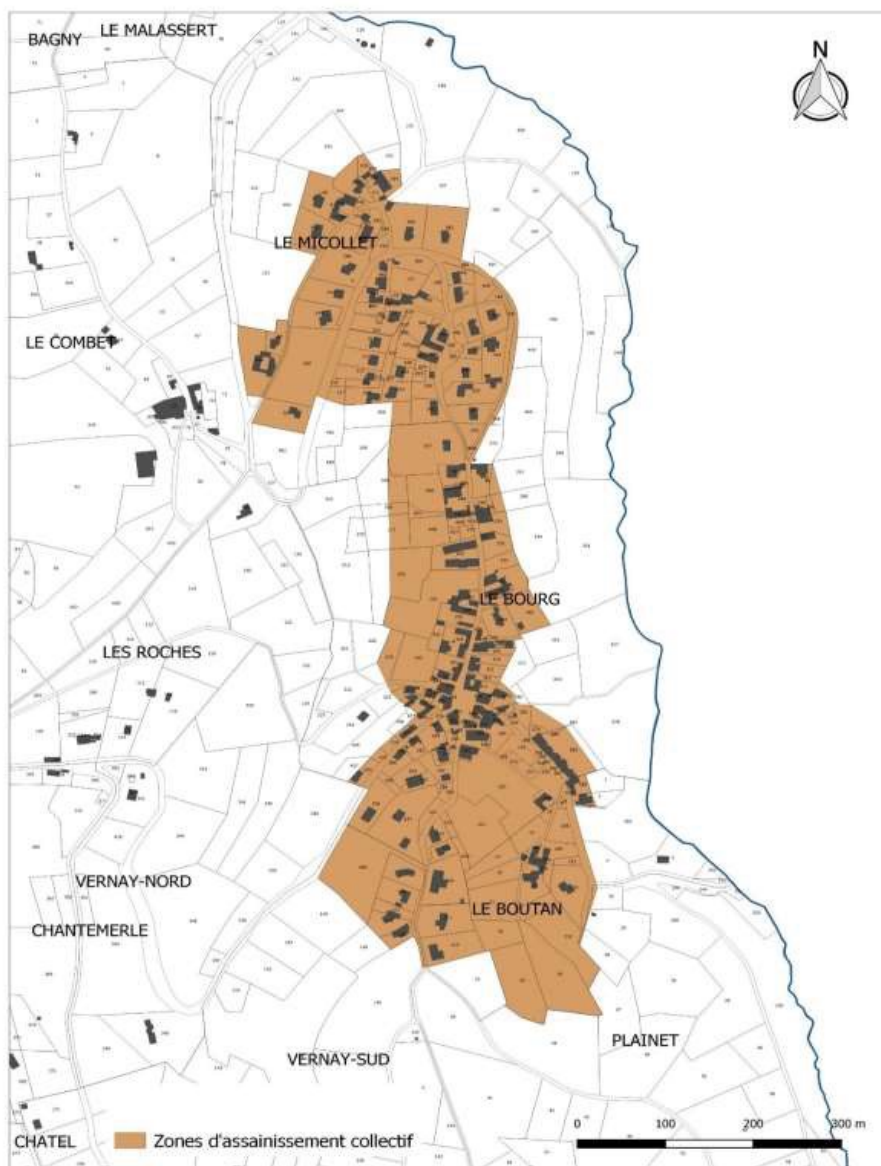
L'enquête publique relative à la révision du PLU a été clôturée en juillet dernier, et le commissaire enquêteur a rendu dans ses conclusions un avis favorable.

Le zonage d'assainissement doit être modifié, pour prendre en compte les évolutions du PLU.

### **Zonage d'assainissement actuellement en vigueur sur la commune de Chevinay**

L'enveloppe du zonage actuel est représentée ci-dessous (les parties en marron sont celles raccordées au réseau d'assainissement collectif). Il dessert une partie importante des bâtis de la commune : le Bourg, route de Saint-Pierre (en partie), Croix de Crecy (en partie), Le Boutan, Bas du chemin des Rosiers de Provins, route du Martinet (en partie), Le Combet, Le Micollet.

Les parcelles urbanisées actuellement desservies par un réseau d'assainissement collectif et les parcelles s'inscrivant en zones d'urbanisation ou en zones à urbaniser sont placées en « assainissement collectif »



#### **2.4.2. Modifications du zonage d'assainissement collectif**

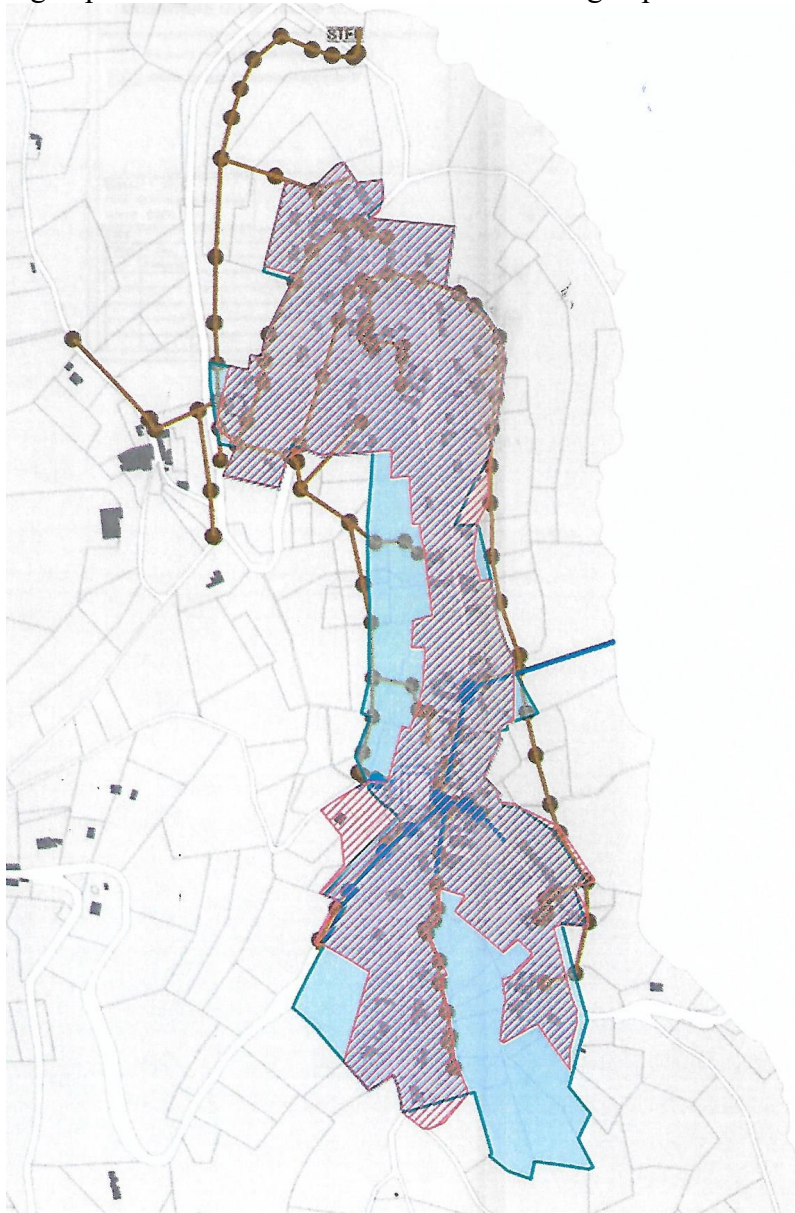
Les projets d'aménagement des différentes OAP sont intégrés à la zone d'assainissement collectif de Chevinay ; le raccordement des futurs logements au réseau public d'assainissement est techniquement réalisable, moyennant adaptations en fonction des OAP, bien que conditionné au retour à la conformité du système d'assainissement.

Pareillement, les parcelles localisées dans le zonage initial en assainissement collectif de la commune mais qui, dans le cadre de la présente révision du PLU, ne sont plus intégrées dans les zones dites « urbaines » ou « à urbaniser », ont été retirées du zonage d'assainissement collectif.

Le territoire communal non intégré aux zones d'assainissement collecté demeure en zone d'assainissement non collectif, ainsi toute habitation non desservie par le réseau public de collecte des eaux usées en situation actuelle ou située dans les secteurs non prévus en assainissement collectif, doit se doter d'un système de traitement de ses eaux usées de type individuel.

Nouveau zonage : partie hachurée

Ancien zonage : partie bleue



Les évolutions, induites par le projet de révision du PLU, sont explicitées ci-dessous.

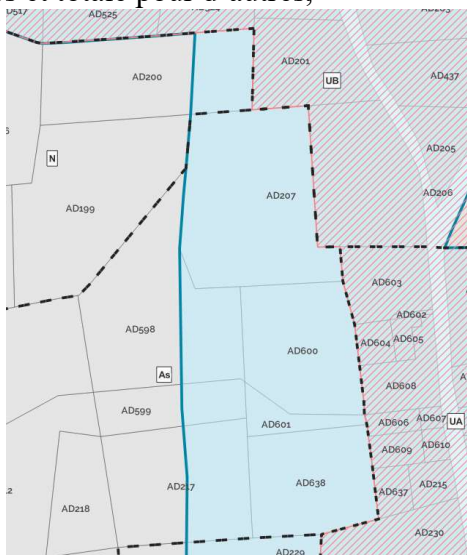
### **Suppression totale ou partielle de parcelle**

Le but est de rendre le zonage d'assainissement collectif en adéquation avec les zones « UB » du projet de révision du PLU.

- Parcelle 646, section AD : suppression partielle de la parcelle,

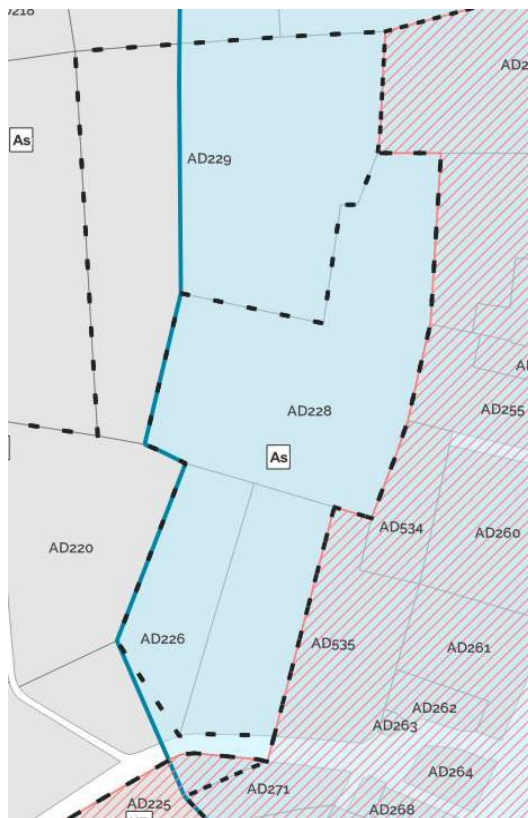


- Parcelles 200, 207, 600, 598, 599, 601, 217, 638, section AD : suppression partielle de certaines parcelles et totale pour d'autres,

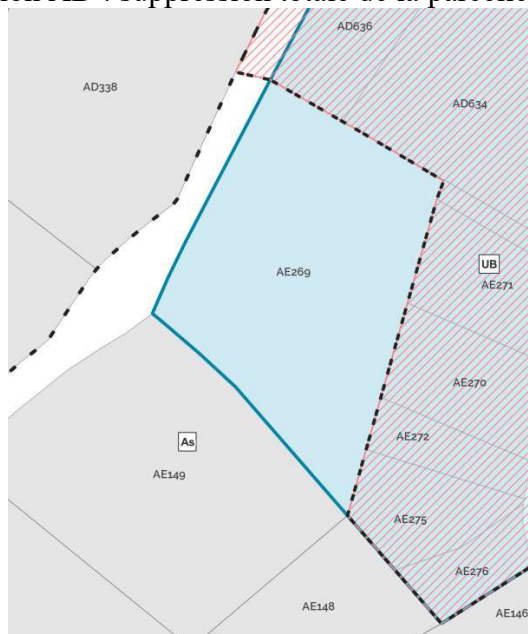


- Parcelles 229, 228, 226, 535, section AD : suppression partielle de certaines parcelles et totale pour d'autres en secteur As,

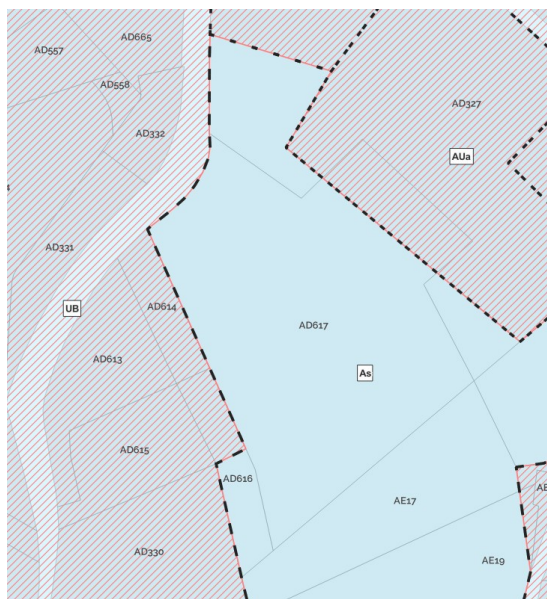




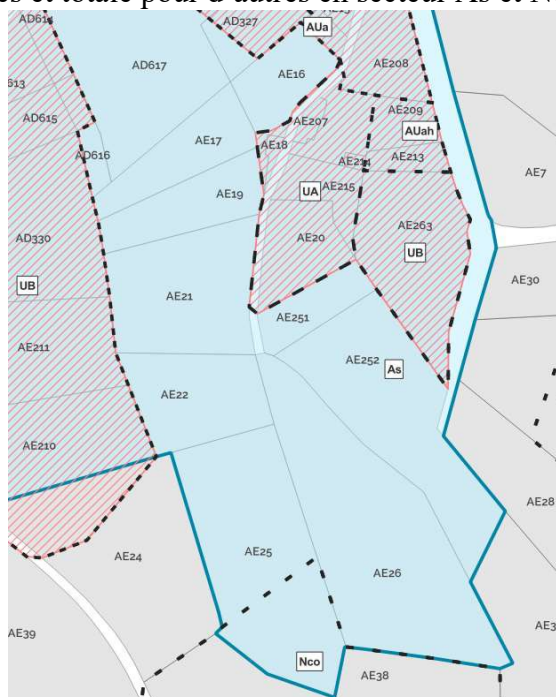
- Parcelle 269, section AD : suppression totale de la parcelle en secteur As,



- Parcelles 617, 616, 327, section AD : suppression partielle de certaines parcelles et totale pour d'autres en secteur As,



- Parcelles 16, 17, 19, 21, 22, 25, 26, 251, 252, section AE : suppression partielle de certaines parcelles et totale pour d'autres en secteur As et Nco,



- Parcelle 483, section AD : suppression partielle de certaines parcelles en secteur As,



- Parcelles 241, 389, section AD : suppression partielle de certaines parcelles en secteur As,

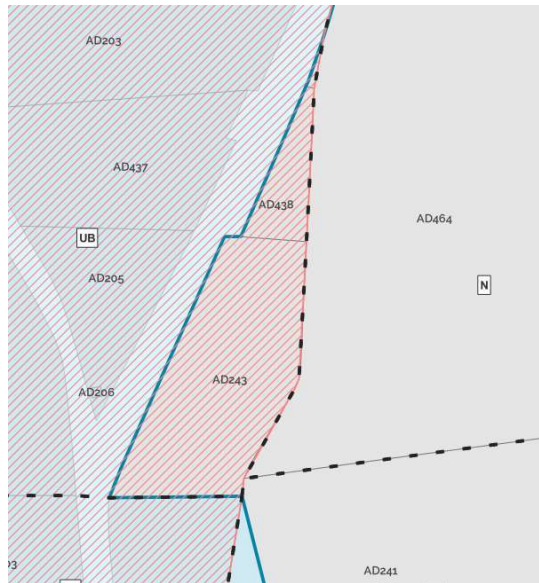


### Ajout total ou partiel de parcelle

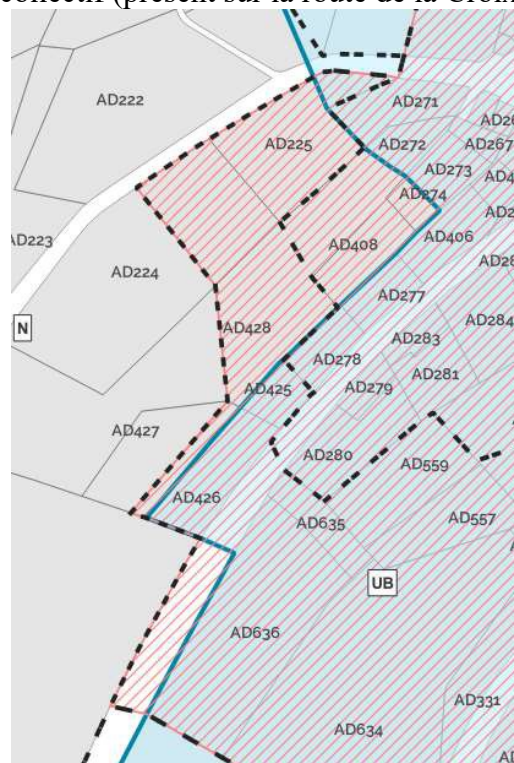
Le but est de rendre le zonage d'assainissement collectif en adéquation avec les zones UB du projet de révision du PLU.

- Parcelles 243, 438, section AD : ajout de la totalité des parcelles. Ces parcelles sont, à ce jour, desservies par le réseau d'assainissement collectif (présent sur la parcelle A464),

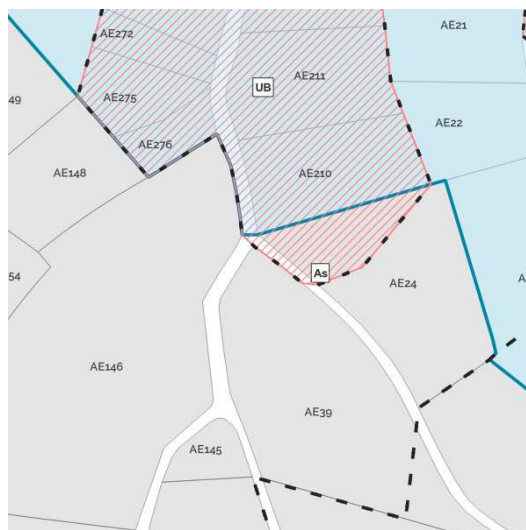




- Parcelles 224, 225, 274, 408, 427, 428, section AD : ajout de la totalité ou d'une partie de la parcelle. Ces parcelles sont, à ce jour, desservies par le réseau d'assainissement collectif (présent sur la route de la Croix de Crécy),



- Parcelle 24, section AE : ajout de la parcelle. Cette parcelle est, à ce jour, desservie par le réseau d'assainissement collectif (présent sur la parcelle AE 210 qui jouxte la parcelle 24).



## 2.5. Le dossier

Le dossier d'enquête du projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de Chevinay se compose des éléments suivants, conformément aux articles R.123-8 du Code de l'environnement :

- Dossier d'enquête publique :
  - Présentation de la collectivité (24 pages),
  - Mise à jour du zonage d'assainissement des eaux usées (33 pages)
- Annexes du dossier d'enquête publique :
  1. Espace naturel sensible n° 19 (1 page)
  2. Plan des réseaux (1 page)
  3. Zonage d'assainissement (1 page)
  4. L'entretien de votre filière d'assainissement non collectif (CCPA) (4 pages)
  5. Sondage ANC (5 pages)
  6. Aptitudes des sols ANC (1 page)
  7. Etude parcellaire : ajout suppression des parcelles dans le zonage (11 pages)
  8. Carte de localisation des travaux prévus dans le diagnostic périodique (1 page)
  9. Etude au cas par cas – DREAL (6 pages)
- L'arrêté du président de la Communauté de Communes du Pays de l'Arbresle en date du 2 octobre 2023 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique et en définissant les modalités (4 pages),

Ce dossier a été mis à disposition du public au siège de la CCPA et en mairie de Chevinay. Il est resté consultable sous sa forme papier, avec le registre destiné à recueillir les observations, suggestions et contre-propositions du public pendant toute la durée de l'enquête publique.

Ces documents étaient également consultables dans leur version dématérialisée sur le site officiel de la CCPA et sur celui de la commune de Chevinay.

Le dossier est complet et comporte l'ensemble des documents requis. Les différentes pièces qui le constituent ont été inspectées, de manière aléatoire, par le commissaire enquêteur. Il s'est par ailleurs assuré, à chacun de ses passages, de la disponibilité des dossiers dans leur intégralité, ainsi que des registres.

### 3. Organisation et déroulement de l'enquête

Etant donné que :

- Une enquête publique portant sur le projet de révision du plan local d'urbanisme de la commune de Chevinay a eu lieu du 8 juin au 10 juillet 2023,
- Pour les communes relevant d'un plan local d'urbanisme, le zonage d'assainissement doit être annexé au PLU lors de son élaboration ou de sa révision.
- La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 dispose que chaque commune ou groupement de communes doit délimiter après enquête publique, les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non collectif,
- La commune de Chevinay a transféré le 1<sup>er</sup> janvier 2019 à la Communauté de Communes du Pays de l'Arbresle (CCPA) la gestion des eaux pluviales ainsi que la compétence de l'assainissement collectif.

la CCPA a ouvert à enquête publique le projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de Chevinay. La CCPA en est le maître d'ouvrage.

La délibération du bureau de la CCPA DELBU n° 21-2023 a défini les modalités de la concertation sur ce projet de révision du zonage d'assainissement.

#### **3.1. Désignation du commissaire enquêteur**

Par décision n° E23000109/69 du 13 septembre 2023 la Présidente du Tribunal Administratif de Lyon désigne M. Jean-Michel AURET en qualité de commissaire enquêteur pour procéder à l'enquête publique ayant pour objet le projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de Chevinay (pièce jointe n°1)

#### **3.2. Modalités de l'enquête**

##### **3.2.1. Arrêté de la CCPA**

Par arrêté n° 44/2023 du 02 octobre 2023 M. Pierre-Jean ZANNETTACCI Président de la Communauté de Communes du Pays de l'Arbresle (CCPA) prescrit l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de Chevinay, et en a défini les modalités (pièce jointe n°2).

##### **3.2.2. Dates de l'enquête publique**

L'enquête publique portant sur le projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de CHEVINAY se déroulera :

- Du mardi 31 octobre 2023 à 9h00,
- Au samedi 2 décembre à 12h00,
- Soit pendant 32,5 jours consécutifs.

##### **3.2.3. Disponibilité du dossier d'enquête**

Il est détaillé ci-dessus, et est consultable pendant toute la durée de l'enquête :

- Dans sa version papier, aux jours et heures habituels d'ouverture au public :
  - Dans les locaux de la CCPA, siège de l'enquête,

- Dans les locaux de la mairie de Chevinay.
- Dans sa version numérique, sur les sites de la :
  - CCPA à l'adresse suivante <https://www.paysdelarbresle.fr> (pièce jointe n°6),
  - mairie de Chevinay à l'adresse suivante <https://www.mairie-chevinay.fr/> (pièce jointe n°7).

### 3.2.4. Possibilités d'expression du public

Différents moyens sont tenus à la disposition du public, afin que chacun puisse éventuellement faire part de ses observations et contre-propositions :

- Sur deux registres d'enquête, à feuillets non mobiles, côtés et paraphés par le commissaire enquêteur, ouverts à cet effet aux mêmes lieux, jours et heures que le dossier d'enquête (annexes n°3 et 4),
- Soit par courrier, avant la fin de l'enquête, à l'attention du commissaire enquêteur à l'adresse postale du siège de la CCPA,
- Soit sur le registre dématérialisé, accessible sur le site <https://www.registre-dematerialise.fr/4925> (annexes n°5.1 et 5.2 ),
- Soit par courriel, à l'adresse suivante [enquete-publique-4925@registre-dematerialise.fr](mailto:enquete-publique-4925@registre-dematerialise.fr)
- Soit directement auprès du commissaire enquêteur, lors de ses permanences, à la mairie de Chevinay, les jours et horaires suivants :
  - Jeudi 9 novembre de 9h00 à 12h00,
  - Jeudi 23 novembre de 15h00 à 18h00,
  - Mardi 28 novembre de 15h00 à 18h00,
  - Samedi 2 décembre de 9h30 à 12h00.

## 3.3. Préparation de l'enquête

### 3.3.1. Contacts préalables

Le commissaire enquêteur a pu procéder à un premier examen du dossier, sous format papier, transmis par le Tribunal Administratif de Lyon le 25 septembre 2023.

De longs échanges téléphoniques, et des nombreux échanges de courriels ont eu lieu avec Mme Sylvia NOTIN, responsable du service assainissement au sein du pôle technique de la CCPA, pour :

- Connaître et comprendre ce projet de révision du zonage,
- Définir les modalités de l'enquête et arrêter les dates de permanence du commissaire enquêteur.

Concernant le projet de révision du PLU de la commune de Chevinay, qui est la raison de cette révision du zonage d'assainissement, le commissaire enquêteur :

- A obtenu et étudié avec attention le rapport et les conclusions du commissaire enquête suite à l'enquête publique clôturée le 10 juillet 2023. Ce rapport est disponible sur le site internet de la mairie de Chevinay,
- S'est entretenu, avec le commissaire enquêteur qui a mené l'enquête publique, à savoir M. Jean-Louis DELFAU,
- A consulté la délibération du conseil municipal du 14 novembre 2023, approuvant le projet de révision du PLU. Il faut remarquer que cette approbation a eu lieu après l'ouverture de l'enquête publique sur la révision du zonage d'assainissement, et en

conséquence les éventuelles évolutions par rapport au projet de révision du PLU ne sont pas reportées dans le dossier d'enquête publique de révision du zonage d'assainissement.

### 3.3.2. Préparation et organisation, rôle du C.E.

Le commissaire enquêteur a veillé à la conformité et à la qualité des documents constitutifs du dossier d'enquête, tant sous leur forme papier que dématérialisée.

Il s'est par ailleurs assuré des conditions de leur mise à disposition du public et de leur accessibilité durant toute la durée de l'enquête.

Il a particulièrement veillé à l'accessibilité des locaux mis à sa disposition pour recevoir le public, notamment eu égard aux personnes à mobilité réduite.

Des échanges réguliers avec Mme Sylvia NOTIN responsable du service assainissement de la CCPA ont eu lieu tout au long de l'enquête.

### 3.3.3. Visite des lieux

Au début et au cours de l'enquête, le commissaire enquêteur a visité la commune, pour vérifier l'affichage effectué et visualiser in situ les endroits impactés par cette révision du zonage d'assainissement.

## 3.4. Concertation préalable

### 3.4.1. Information et concertation

Il n'y a pas eu d'information et ni de concertation préalable de la population portant exclusivement sur le projet de révision du zonage d'assainissement. Par contre, concernant le projet de révision du PLU, deux réunions d'information ont eu lieu (février 2022 et février 2023), une concertation préalable s'est déroulée de février 2021 à février 2023 ; et enfin des informations régulières ont été apportées sur l'avancée du projet de révision du PLU.

Hors, l'objectif de cette révision du zonage d'assainissement est de mettre en cohérence le système d'assainissement avec les évolutions du PLU.

### 3.4.2. Saisine de l'autorité environnementale

La mission d'autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône-Alpes a accusé réception du dossier de la révision du zonage d'assainissement d'eaux usées en date du 11 juillet 2023 (n° enregistrement du dossier 2023-ARA-KKUPP-3117).

Elle a conclu que *« le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Chevinay n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée »* après avoir :

- pris en compte l'avis de l'agence régionale de santé (en date du 28 juin 2023) et de la contribution de la direction départementale des territoires du Rhône (en date du 6 juillet 2023),
- considéré qu'en matière de gestion des eaux usées :
  - la révision a été réalisée à partir d'un diagnostic périodique,

- la révision prévoit que les parcelles U et AU sont placées en assainissement collectif,
- la révision prévoit que les parcelles qui ne sont plus intégrées dans les zones U et AU sont retirées de l'assainissement collectif,
- la CCPA a voté les travaux pour rendre conforme la station d'épuration et a mis en œuvre des travaux de remise en état,
- l'ouverture à l'urbanisation des zones AU est conditionnée à la remise en conformité de la station d'épuration,
- le territoire communal non desservi par le système d'assainissement collectif reste soumis à l'application de la réglementation en vigueur.

Elle a rendu le 11 juillet 2023 la décision suivante :

- Article 1<sup>er</sup> : *En application des dispositions ..... et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Chevinay n'est pas soumis à évaluation environnementale,*
- Article 2 : *La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Elle ne dispense pas les éventuels projets permis par ce plan des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis. Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Chevinay est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.*

### 3.4.3. Consultation des personnes publiques associées

Les Personnes Publiques Associées (PPA) ou consultées ont été saisies sur le projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de Chevinay.

Le tableau ci-dessous récapitule les destinataires des courriers, les dates et contenus des avis. Il faut noter, toutefois que les avis de l'Agence Régionale de Santé (ARS) et celui de la Direction Départementale des Territoires du Rhône (DDT du Rhône) ont été pris en compte dans la décision motivée de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe).

Organisme	Date envoi demande	Date avis	Avis
ARS	16/06/23	28/06/23	Pas d'objection
DDT du Rhône	16/06/23	06/07/23	Pas d'objection

- Avis de l'Agence Régionale de Santé

Dans son avis du 28 juin 2023, l'avis est : « *la réalisation d'une étude environnementale n'apparaît pas nécessaire* »,

### 3.5. Information du public

Le public a été informé de l'organisation de l'enquête publique sur le projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de Chevinay, par voie de presse, affichage et site dématérialisé, conformément aux articles L.123-10 et R.1232-11 du Code de l'environnement et aux articles 1, 3 et 4 de l'arrêté n° 44/2023 du président de la communauté de communes du pays de l'Arbresle en date du 2 octobre 2023.

### 3.5.1. Presse

L'avis d'enquête publique a été publié dans deux journaux régionaux (pièce jointe n°4) :

- Une première fois plus de 15 jours avant l'ouverture de l'enquête :
  - Dans « Le Progrès » du 10 octobre 2023,
  - Dans « Le Pays d'entre Loire et Rhône » du 12 octobre 2023,
- Une seconde publication est parue dans les 8 premiers jours de l'enquête :
  - Dans « Le Progrès » du 1<sup>er</sup> novembre 2023,
  - Dans « Le Pays d'entre Loire et Rhône » du 2 novembre 2023.

Le commissaire enquêteur, ayant fait remarquer au maître d'ouvrage, que le libellé de la première publication était incomplet mais néanmoins compréhensible, la deuxième a été complétée par la prise en compte de ses remarques.

### 3.5.2. Affichage

L'avis au public a été affiché sur les panneaux d'affichage listés ci-dessous, au moins quinze jours avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, comme indiqué sur le certificat établi par le président de la communauté de communes du pays de l'Arbresle (pièce jointe n°5).

Le commissaire enquêteur s'est personnellement assuré de la présence de cet affichage à l'occasion de chacun de ses passages (permanences, rendez-vous ou visites).

Endroits de présence d'une affiche :

- Une au siège de la CCPA (117 rue Pierre Passemard L'Arbresle),
- Une devant la mairie de Chevinay,
- Une sur le panneau d'affichage en bois de la petite place du centre (au droit du passage clouté au niveau des arbres),
- Une à l'entrée/sortie du village, sur le panneau d'affichage en bois placé au droit du chemin des Saignes et de la rue du Micollet.

### 3.5.3. Sites internet

L'avis au public a également été mis en ligne :

- Sur le site officiel de la commune de Chevinay, à l'adresse : <https://www.mairie-chevinay.fr/> (pièce jointe n°6),
- Sur le site officiel de la communauté de communes du pays de l'Arbresle, à l'adresse : <https://www.paysdelarbresle.fr> (pièce jointe n°7).

## 3.6. *Incidents relevés au cours de l'enquête*

L'enquête s'est déroulée dans une atmosphère sereine, sans aucun incident de nature à entraver le déroulement de l'enquête.

## 3.7. *Clôture de l'enquête*

A la fin de l'enquête publique :

- Le registre d'enquête dans sa version papier, disponible à la mairie de Chevinay, a été récupéré par le commissaire enquêteur qui a procédé à sa clôture,



- Le registre d'enquête dans sa version papier, qui était disponible au siège de la CCPA, a été amené le vendredi 1<sup>er</sup> décembre après la fermeture de la CCPA, à la mairie de Chevinay par Madame Sylvia NOTIN. Le siège de la CCPA étant fermé le samedi, ceci n'a pas restreint les possibilités d'expression du public au siège de la CCPA.

Par ailleurs, le commissaire enquêteur s'est assuré de la clôture, au même moment, du registre dématérialisé.

### 3.8. *Procès-verbal des observations et mémoire en réponse*

#### 3.8.1. Procès-verbal des observations

Le commissaire enquêteur, après clôture de l'enquête a établi un procès-verbal de synthèse des observations (annexe n°1)

Etabli en double exemplaire, il a été remis et commenté dans les locaux de la CCPA à Mme Sylvia NOTIN, responsable de service en charge de l'assainissement à la CCPA, le 6 décembre 2023 (il doit être remis dans les huit jours après la clôture de l'enquête publique).

Il en a été accusé réception sur l'exemplaire resté en possession du commissaire enquêteur. Le porteur du projet a été invité à produire son mémoire en réponse, dans les 15 jours au maximum.

#### 3.8.2. Mémoire en réponse

Les seules contributions émises ont été celles de la CCPA (contribution 1 et contribution 2). Elles ont été reportées dans le procès verbal des observations qui a été remis en mains propres au maître d'ouvrage, c'est-à-dire la CCPA.

Lors de la consignation de ses contributions dans le registre d'enquête, la CCPA a transmis par courriel au commissaire enquêteur (le 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 2023), les actions qu'elle avait réalisées ou allait effectuer en réponse à ces contributions. Tout ceci est consigné :

- Dans les contributions émises par la CCPA dans le registre d'enquête disponible au siège de la CCPA (annexe n°4)
- Dans le chapitre « Analyse des contributions » de ce rapport d'enquête
- Dans les courriels échangés entre la CCPA et le commissaire enquêteur (annexes n° 2.1, 2.2 et 2.3)

Le zonage d'assainissement a été mis à jour par la CCPA (n° 2-3) pour prendre en compte ces contributions, et être parfaitement en adéquation avec le PLU approuvé par le conseil municipal.

Après étude, le commissaire enquêteur considère que le contenu de ce courriel et de ces contributions est le mémoire en réponse aux contributions émises (annexe n°2).



## 4. Analyse des contributions

### 4.1. Observations

#### 4.1.1. Participation et mode d'expression

Ce projet de révision du zonage d'assainissement est la conséquence de la révision du PLU, son l'objectif est d'avoir une parfaite cohérence entre le zonage d'assainissement et le PLU.

Au cours de l'enquête publique concernant le projet de révision du PLU, qui s'est terminée courant juillet 2023, le public s'est exprimé. Lors de sa séance de délibération d'approbation du PLU, le 14 novembre dernier, le conseil municipal a pris en compte une grande partie des contributions des PPA et du public.

La seule contribution émise, dans le cadre de l'enquête publique de révision du zonage d'assainissement, a été celle de la CCPA maitre d'ouvrage, qui s'est exprimé via le registre d'enquête disponible au siège de la CCPA.

Date	Auteur	Permanence	Manuscrite	Courrier	Mail	Dématérialisé
	CCPA / assainissement		2			
<b>Nombre</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

- Deux contributions sur le registre d'enquête déposée au siège de la CCPA (annexe n°4),
- Zéro contribution sur le registre d'enquête déposée à la mairie de Chevinay (annexe n°3),
- Zéro contribution sur le registre dématérialisé (annexe n° 5.2).

#### 4.1.2. Contributions de la CCPA

##### **Contribution 1 CCPA : modification à la marge de l'enveloppe du zonage**

A la suite de l'enquête publique conduite par la commune de Chevinay pour la révision générale du PLU de la commune, des adaptations ont été proposées par le BE Atelier d'Urbanisme et d'Architecture, en charge de la révision du PLU.


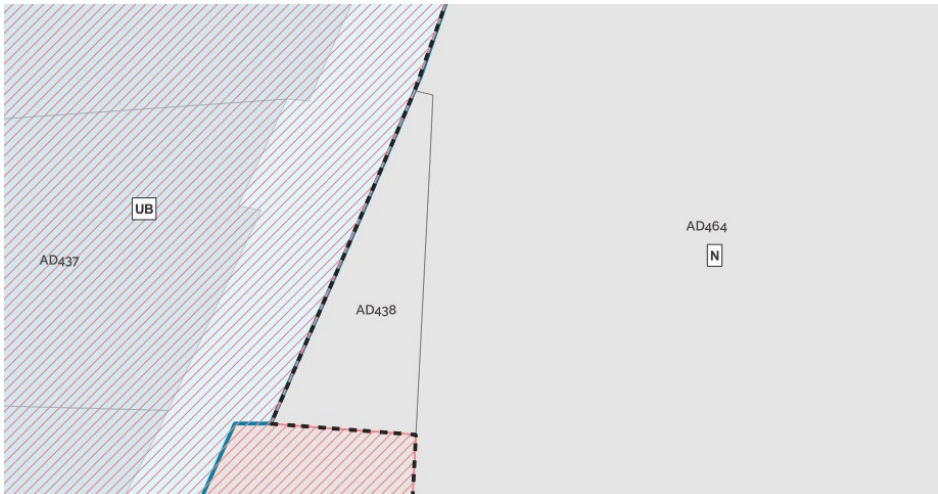
En effet, certaines contributions et notamment celles de l'Etat, conduisent la commune à revoir le découpage de certaines enveloppes comprises dans la zone « U ».

Du fait que le zonage d'assainissement de la CCPA doit épouser les enveloppes de la zone « U » et comme la proposition de zonage d'assainissement a été proposée sur la base des zones « U » du projet de révision du PLU avant modifications, il est nécessaire de prévoir l'adéquation des zones « U » du PLU approuvé et du zonage d'assainissement.

Aussi un nouveau zonage d'assainissement est proposé en annexe de la présente contribution. Les modifications portent sur les secteurs suivants :

##### **Parcelles cadastrales modifiées du zonage d'assainissement collectif :**

Cela concerne l'ajout d'un petit bout de la parcelle 338 (angle nord-est) et le retrait de la totalité de la parcelle 438

Numéros de parcelle :	Code Section :	Motif de la modification :
338	AD	<p>Suite enquête publique du PLU : mise en cohérence de la zone U redessinée du PLU avec l'enveloppe du zonage d'assainissement</p> <p>La parcelle AD 338 est partiellement ajoutée à la zone U du PLU et donc dans l'enveloppe du zonage d'assainissement</p>
		
438	AD	<p>Suite enquête publique du PLU : mise en cohérence de la zone U redessinée du PLU avec l'enveloppe du zonage d'assainissement</p> <p>La parcelle AD 438 est retirée de la zone U du PLU et donc de l'enveloppe du zonage d'assainissement</p>
		

### **Nouveau zonage d'assainissement**

Se reporter à l'annexe n°2.3

### **Contribution 2 CCPA : maîtrise d'œuvre et travaux pour la station de Chevinay**

A la suite de la remarque faite sur l'évaluation environnementale, la CCPA souhaite préciser qu'elle va, en plus du programme de travaux détaillé dans le rapport d'enquête publique

relatif à la révision du zonage d'assainissement, lancer un marché de maîtrise d'œuvre en début d'année 2024 afin de proposer divers scénarios pour :

- soit booster l'actuelle station de traitement des eaux usées (extension et/ou équipements supplémentaires : dégrilleur, dessableur, traitement tertiaire, ...),
- soit reconstruire une nouvelle usine en lieu et place.

Ainsi, le PLU de Chevinay prévoit la mise en place d'un STECAL sur les terrains actuellement occupés par la station et ses ouvrages connexes, pour la réalisation de ces travaux.

L'année 2024 serait consacrée aux études (Moe, topo, géotechnie, contrôle technique, ....) et les années 2025-2026 pour les travaux.

**Extrait de l'évaluation environnementale :**

<b>Remarque 3 :</b>	
Conditionner le projet de PLU à l'achèvement des travaux nécessaires sur l'ouvrage d'assainissement communal déclaré en surcharge organique et hydraulique	L'urbanisation sera limitée dans l'attente de la mise en conformité de la STEP. Des conditions spéciales seront édictées au titre de l'article R151-34 1° du code de l'urbanisme.

#### 4.1.3. Interrogations du commissaire enquêteur

Au début de l'enquête, lors d'une discussion avec Madame NOTIN (responsable du service assainissement à la CCPA) et Monsieur Richard CHERMETTE (maire de Chevinay), le commissaire enquêteur a formulé deux remarques :

1. Mise en exergue du fait que l'approbation du PLU, avec prise en compte de quelques évolutions par rapport au projet du PLU, avait lieu au cours de l'enquête sur la révision du zonage de l'assainissement. La conséquence était que ces évolutions par rapport au projet du PLU ne sont pas prises en compte dans le dossier d'enquête du projet de révision du zonage d'assainissement,
2. La mise en conformité de la station d'épuration est un point primordial. Tant que ce point n'est pas réglé, les éventuelles nouvelles constructions ne peuvent pas être raccordées au réseau d'assainissement collectif bien que les parcelles soient classées en zone « U » ou « AU »

La CCPA a répondu en émettant deux contributions (voir ci-dessus) :

- Contribution 1 : pour une mise à jour du plan de zonage de l'assainissement en adéquation avec le contenu du PLU approuvé :
  - Retrait de la parcelle 438 et ajout partiel de la parcelle 338
  - La parcelle 153 ne faisait déjà plus partie de la zone d'assainissement collectif (confirmation de Madame NOTIN le 1<sup>er</sup> décembre 2023 par courriel)
- Contribution 2 : la CCPA va en plus du programme de travaux en cours, lancer un marché de maîtrise d'œuvre en début d'année 2024

**Le commissaire enquêteur a pris ACTE de ces contributions**

- La contribution 1 de la CCPA et le courriel du 1<sup>er</sup> décembre envoyé par la CCPA au commissaire enquêteur répondent à la remarque 1 du commissaire enquêteur,
- La contribution 2 de la CCPA répond à la remarque 2 du commissaire enquêteur.

#### 4.2. *Position personnelle du commissaire enquêteur*

La commune de Chevinay a révisé son Plan Local d'Urbanisme pour tirer les enseignements de plusieurs années de mise en application de son PLU, intégrer les évolutions législatives et réglementaires récentes, et l'adapter aux nouveaux défis et enjeux de développement.

Par voie conséquence, la CCPA, en charge de la compétence assainissement, se devait de réviser son zonage.

L'objectif de la CCPA est d'avoir un zonage d'assainissement collectif le plus parfaitement possible aligné avec le PLU (les zones « U » et les zones « AU »). Pour ce faire, la CCPA a émis une contribution pour prendre en compte les évolutions mineures entre le projet du PLU et le contenu retenu lors de son approbation : l'objectif est donc atteint.

Le dossier d'enquête publique était complet et permettait une bonne prise de connaissance du projet. Seul la CCPA a émis des contributions, et aucune n'a été émise par le public. L'enquête publique concernant la révision du PLU venait d'avoir lieu et les observations recueillies lors de l'enquête publique n'étaient qu'à la marge, c'est peut-être la raison d'une absence de contributions de la part du public à l'enquête publique du zonage d'assainissement.

Le point primordial, à ce jour, est que les quelques possibilités de nouveaux logements ne pourront pas être raccordés au réseau d'assainissement collectif même si le nouveau PLU classe les parcelles en zone « U » ou « AU » tant que la station d'épuration des eaux usées ne sera pas conforme. Ce point est d'autant dommageable, que théoriquement cette STEU a la capacité de traitement en EH nécessaire.

La CCPA, totalement consciente de la situation, a déjà entamé un programme de travaux sur la STEU, et va lancer un marché de maîtrise d'œuvre début d'année 2024 pour soit « booster » l'actuelle STEU, soit en reconstruire une. Tout ceci va dans le bon, mais il est impératif, pour la commune, de savoir très rapidement ce qui va être fait pour quels résultats escomptés et pour dans quel délais.

Fait à Lyon le 4 décembre 2023  
Le commissaire enquêteur  
Jean-Michel AURET



## 5. Glossaire

CCPA	Communauté de Communes Pays de l'Arbresle
CE	Commissaire Enquêteur
CGCT	Code Général des Collectivités Territoriales
EPCI	Etablissement Public de Coopération Intercommunale
GEMAPI	Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations
PADD	Projet d'Aménagement et de Développement Durables
OAP	Orientations d'Aménagement et de Programmation
PLH	Programme Local de l'Habitat
PLU	Plan Local d'Urbanisme
PPA	Personnes Publiques Associées
PPRI	Plan de Prévention des Risques d'Inondations
PPRni	Plan de Prévention des Risques Naturels d'Inondations
SAGE	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SCoT	Schéma de Cohérence Territoriale
SDAGE	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau
SPANC	Service Public de l'Assainissement Non Collectif
STECAL	Secteurs de Taille Et de Capacité d'Accueil Limités
STEU	Station de Traitement des Eaux Usées
SYRiBT	Syndicat de Rivière Brèvenne / Turdine
TA	Tribunal Administratif
ZNIEFF	Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

## 6. Annexes

1. Procès-verbal de synthèse des observations,
2. Mémoire en réponse
  - 2.1. Mémoire en réponse – ensemble,
  - 2.2. Mémoire en réponse – parcelles,
  - 2.3. Mémoire en réponse – nouveau zonage,
3. Registre d'enquête publique, de la mairie de Chevinay
4. Registre d'enquête publique, du siège de la CCPA,
5. Registre dématérialisé
  - 5.1. Registre dématérialisé – site,
  - 5.2. Registre dématérialisé – contribution.

## 7. Pièces jointes

1. Décision du Tribunal Administratif de Lyon n° E23000109/69 du 13 septembre 2023 désignant le commissaire enquêteur
2. Arrêté du président de la communauté de communes du pays de l'Arbresle n) 44/2023 du 2 octobre 2023 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de Chevinay, et en y définissant les modalités
3. Avis d'enquêtes publiques – publication dans la presse :
  - i. « Le Progrès » du 10 octobre 2023
  - ii. « Le pays entre Loire et Rhône » du 12 octobre 2023
  - iii. « Le Progrès » du 1<sup>er</sup> novembre 2023
  - iv. « Le pays entre Loire et Rhône » du 2 novembre 2023
4. Avis d'enquête publique – Certificat d'affichage
  - i. Certificat d'affichage
  - ii. Avis d'enquête publique
5. Site de la CCPA
  - i. Avis d'enquête
  - ii. Dossier
6. Site de la mairie de Chevinay
  - i. Avis d'enquête
  - ii. Dossier